

*Questions orales*

**M. Tobin:** Au cours de l'an dernier.

**M. Mulroney:** Non, vous m'avez interrogé au sujet de septembre. Vous avez dit que ce n'était pas durant le mois de septembre courant, puisque le député est malade. Il faut donc que ce soit le mois de septembre précédent. Vous changez maintenant d'avis là-dessus.

**M. Marchi:** C'est vous qui changez d'avis.

**M. Mulroney:** J'ai été renseigné à ce sujet mardi soir dernier. C'est aussi simple que cela et c'est précisément comment les choses se sont produites.

\* \* \*

**LES ARMES NUCLÉAIRES****L'EXPORTATION D'URANIUM AUX ÉTATS-UNIS**

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Les Canadiens pensent que tout l'uranium que nous exportons est utilisé exclusivement à des fins pacifiques. En fait, nous avons même un accord avec les États-Unis dont une clause précise que l'uranium canadien «ne doit pas être utilisé à des fins militaires».

J'ai avisé le premier ministre que je lui poserais cette question. N'est-il pas d'avis que la seule interprétation possible de ces mots, c'est que l'uranium exporté du Canada aux États-Unis ne peut être utilisé qu'à des fins pacifiques?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Cela paraît être la bonne interprétation. Le secrétaire d'État sera à la Chambre demain et pourra donner plus de renseignements au député. C'est une politique qui n'a jamais été changée. Elle remonte à une décision de M. Pearson, vers 1965, et elle a été suivie, d'une façon générale, par tous les gouvernements qui se sont succédé depuis.

**L'UTILISATION DE L'URANIUM**

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, je suis d'accord avec le premier ministre. Telle est notre politique, et c'est exactement le libellé de l'accord entre le Canada et les États-Unis. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, ou l'un de ses adjoints, a-t-il informé le premier ministre que l'on a de bonnes raisons de penser que l'uranium canadien est actuellement utilisé par les États-Unis pour la fabrication d'armes nucléaires?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Je ne connais pas les détails, mais, comme je l'ai dit, le secrétaire d'État répondra à la question demain.

**ON DEMANDE UNE ENQUÊTE**

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, étant donné l'importance de cette question pour les Canadiens et bien d'autres dans le monde entier, le premier ministre pourrait-il affirmer à la Chambre qu'il demandera à son personnel de s'occuper de cette question immédiatement, pour voir si les renseignements sont exacts comme nous avons de bonnes raisons de le croire? Cela fait, essaiera-t-il de savoir comment nous avons pu permettre ce détournement de notre uranium?

Enfin, prendra-t-il des mesures pour s'assurer que l'uranium exporté par le Canada n'est pas utilisé à des fins militaires?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, dès que nous avons reçu avis de la question de mon collègue, nous avons commencé à faire ce qu'il réclame. Une réponse plus complète sera donnée demain par le secrétaire d'État.

\* \* \*

**L'ÉNERGIE****ON DEMANDE DE STIMULER L'EXPLORATION DES TERRES DU CANADA**

**Mme Barbara Sparrow (Calgary-Sud):** Monsieur le Président, ma question s'adresse, par votre intermédiaire, au secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Le Programme d'encouragement du secteur pétrolier prend fin en mars 1986, comme le stipule l'Accord de l'Ouest. Que fait-on et quels pourparlers sont en cours pour formuler une nouvelle politique fédérale visant à stimuler la prospection dans les terres du Canada? Quand la ministre pourrait-elle annoncer une décision afin que les sociétés d'exploitation des ressources naturelles puissent planifier leurs activités à venir dans les régions neuves?

**M. John McDerimid (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur le Président, la ministre s'entretient actuellement avec le secteur privé, les autorités provinciales, le ministre des Finances et autres membres du gouvernement concernés par le programme. Elle aura une décision à annoncer à la Chambre d'ici la fin de l'année, espérons-nous.

\* \* \*

**LES BANQUES****LA BANQUE COMMERCIALE DU CANADA—LA DÉCLARATION DE LA MINISTRE EN MARS**

**Mlle Aideen Nicholson (Trinity):** Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre d'État chargée des Finances. Le 29 mars, elle nous a assuré que, la Banque Commerciale du Canada exceptée, aucun établissement financier n'éprouvait de problèmes à ce moment-là. Le même jour, Western Capital Trust a fermé ses portes après des mois de négociations avec les adjoints de la ministre. Celle-ci peut-elle expliquer pourquoi, il y a à peine deux jours, elle a encore répété à la Chambre que sa déclaration du 29 mars était vraie?

**L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)):** Monsieur le Président, comme je l'ai déjà expliqué à la Chambre, Western Capital Trust a fermé ses portes volontairement le jour même, pendant que j'étais à la Chambre. Pendant nos discussions avec Western Capital, nous avons appris que cet établissement essayait de mettre sur pied un programme qui, selon mes adjoints, avait quelques chances de succès. Quand il a fermé ses portes, j'en ai été informée une fois la chose faite. Je répète que j'ai fait cette déclaration à la Chambre ce jour-là parce que c'était vrai.